



PRÉFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Projet d'aménagement du secteur des Tertres sur la commune de Savigné l'Evêque (72)

Le préfet de la région Pays de la Loire
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004 -374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie en date du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2015/SGAR/DREAL/27 en date du 4 mars 2015 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n° F05215P0066 relative au projet d'aménagement du secteur des Tertres sur la commune de Savigné l'Evêque déposée par FONCIER CONSEIL SNC/NEXITY FONCIER CONSEIL et considérée complète le 27 octobre 2015 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 6 novembre 2015 ;

Considérant que le projet consiste en une opération d'aménagement d'un nouveau quartier d'habitat sur le secteur des Tertres, pour une surface d'environ 3 ha, et visant à accueillir environ 55 logements, sous forme de terrains à bâtir ou de logements individuels groupés ou intermédiaires ;

Considérant que le site sur lequel s'implante le projet se situe en zone 2AU (ouverture à l'urbanisation à long terme) de l'actuel plan local d'urbanisme, mais que ce dernier est en cours de modification pour la faire évoluer en zone 1AU (ouverture à l'urbanisation à court terme), en continuité de l'écoquartier actuellement développé sous maîtrise d'ouvrage communale ;

Considérant que le projet n'intercepte pas le périmètre d'une zone inventoriée ou protégée au titre du patrimoine naturel, ni celui d'une zone humide, ce qui devrait être de nature à limiter ses impacts sur les milieux naturels et la biodiversité ;

Considérant que les haies et arbres présents sur le site seront conservés et intégrés dans les espaces publics du quartier ;

Considérant que le projet fera également l'objet d'un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau qui traitera de la gestion des eaux pluviales et des eaux usées ;

Considérant ainsi, qu'au regard des éléments fournis, ce projet n'est pas de nature par son ampleur, son implantation et ses impacts à justifier la production d'une étude d'impact ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'aménagement du secteur des Tertres est dispensé d'étude d'impact.

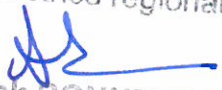
Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Cet arrêté sera publié sur le site internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le 24 NOV. 2015

La directrice régionale,

Annick BONNEVILLE

Délais et voies de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Adresse postale : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

92055 Paris-La-défense cédex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).